

Quels coûts, bénéfices et financement de la transition énergétique ?

Synthèse des recommandations du GT4
au Conseil national du débat sur la transition énergétique
23 mai 2013

Plan

- Introduction – cadre du GT4 – comparaisons internationales

Première partie : coûts et bénéfices

- Etat des lieux et discussion sur les scénarios
- Résultats et discussion
- Répartition de la charge
- Signal-prix (2 approches) et Rythme
- La question du nucléaire

Seconde partie : leviers de financement

- Principes
- Propositions
- Conclusion

Introduction

La transition énergétique

- Quatre enjeux
 - Répondre au défi climatique
 - En faire un levier de compétitivité et de bien-être,
 - Créer ou maintenir les emplois locaux nécessaires
 - Accompagner une mise en œuvre largement territoriale
- Quatre contraintes :
 - finances publiques,
 - compétitivité des entreprises,
 - pouvoir d'achat des ménages,
 - impacts sur l'approvisionnement énergétique.

Cadre du groupe de travail

- Evaluer l'état des lieux de chaque grand secteur d'activité
- Chiffrer les coûts bruts, les bénéfices attendus et les besoins de financement des trajectoires
- Distinguer dans l'analyse, les investissements tendanciels ou fatals des investissements spécifiques
- Rassembler les mesures de financement existantes publiques et privées
- Proposer des mesures pour le financement

Comparaisons internationales

- La transition énergétique en Allemagne et aux USA

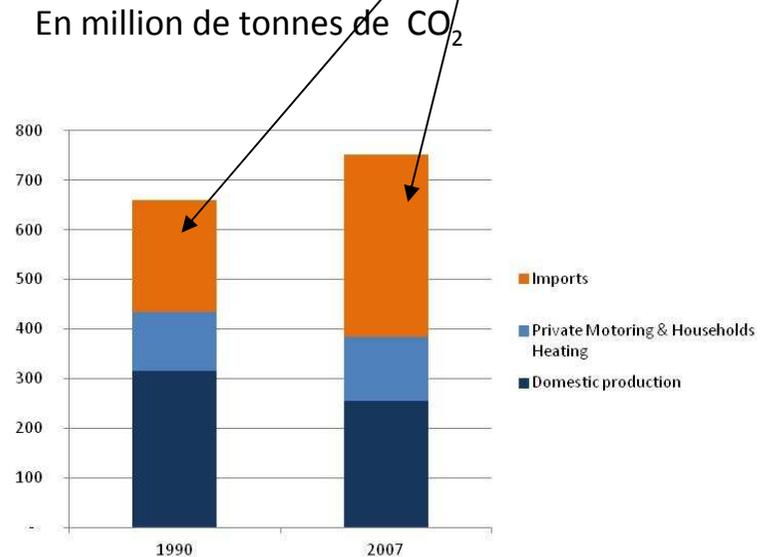
Première partie

Coûts et bénéfices

Coûts et rythme de la transition énergétique

- Coûts de l'inaction : 5 à 20% du PIB selon le rapport Stern
- en France, de l'ordre de 100 Mds € par an en 2050, mais de 150 Mds € avec des investissements retardés (OCDE)
- Coûts de l'adaptation : entre 0.1 et 0.5 % du PIB (ONERC 2009);
- Produire en France pour lutter contre le changement climatique

Emissions de CO₂ de la France distinguées selon la production domestique, les importations et les usages privés



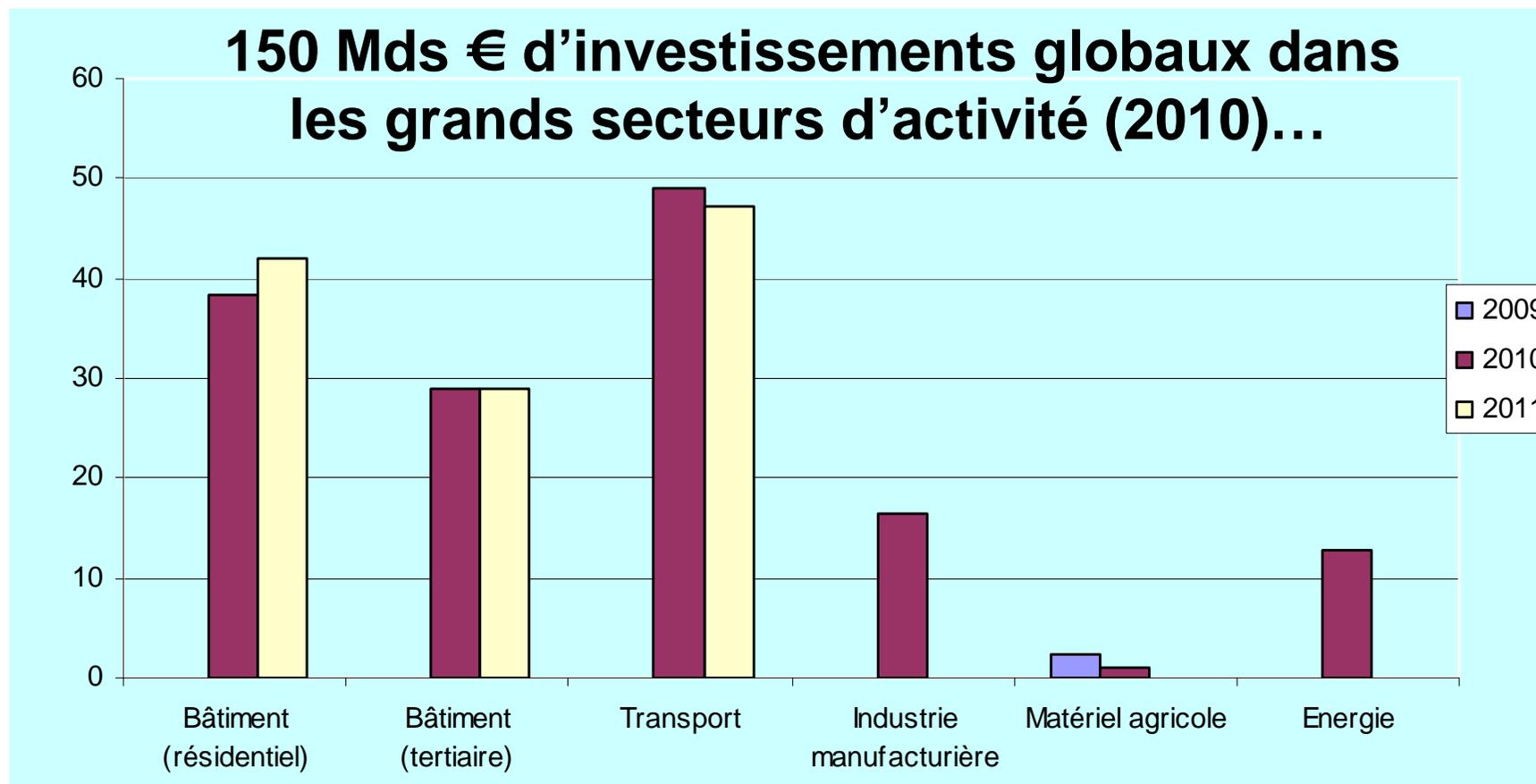
(*) Emissions associated to exports are excluded here

(Source: AIE, Citepa, Douanes, Eurostat, Insee, MEDDE, Lafarge)

Rythme de la transition énergétique

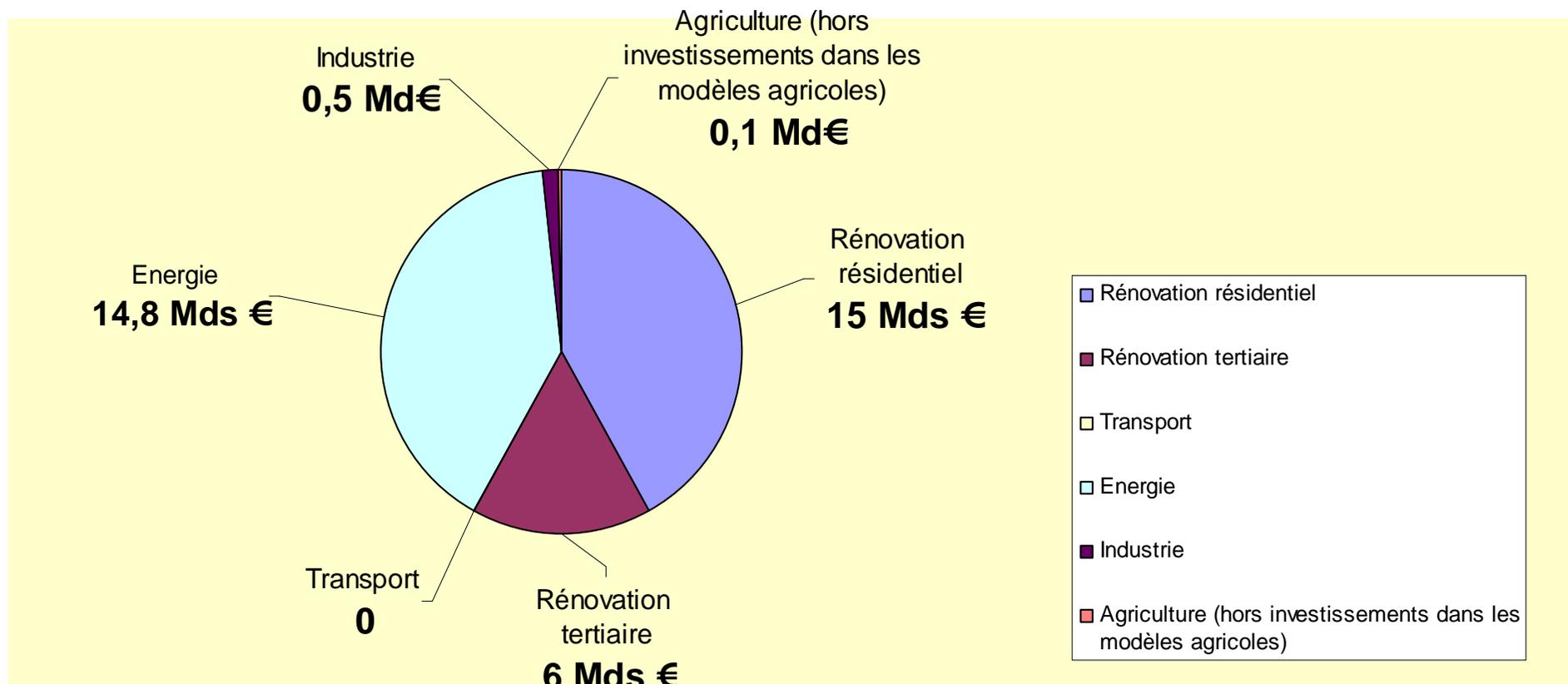
- Nécessité d'arbitrage et de pilotage du rythme de la transition énergétique pour éviter des conséquences non désirées pour certains acteurs...
- ...mais il n'est pas raisonnable de remettre encore les efforts à plus tard pour d'autres acteurs

Etat des lieux et impact de la TE par secteurs



Etat des lieux et investissements de la TE par secteurs

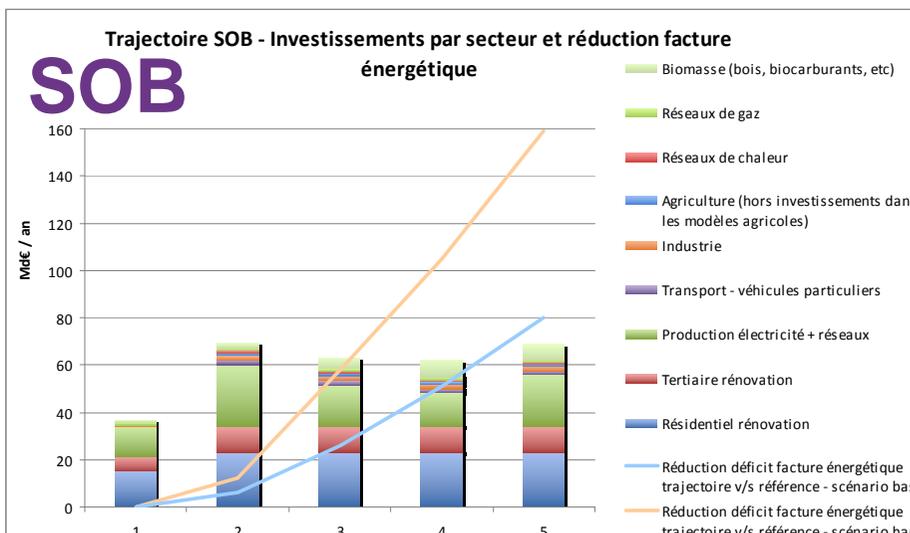
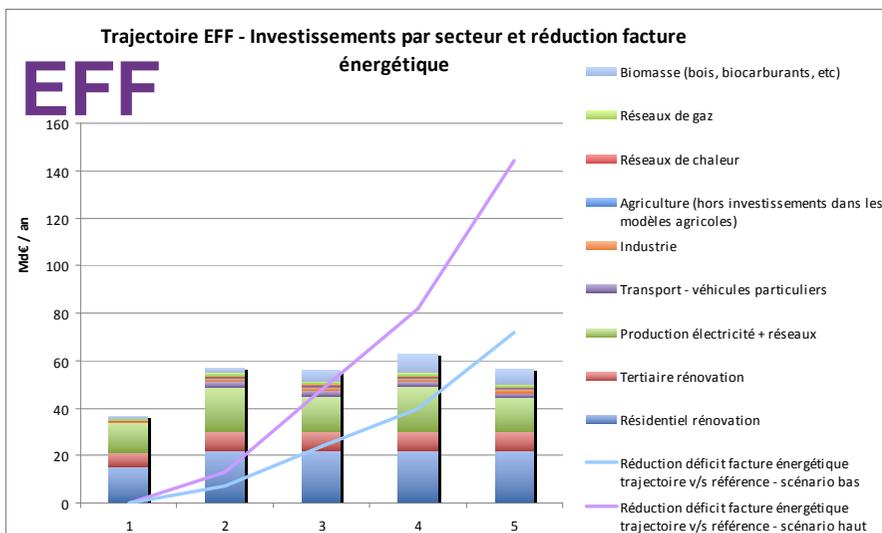
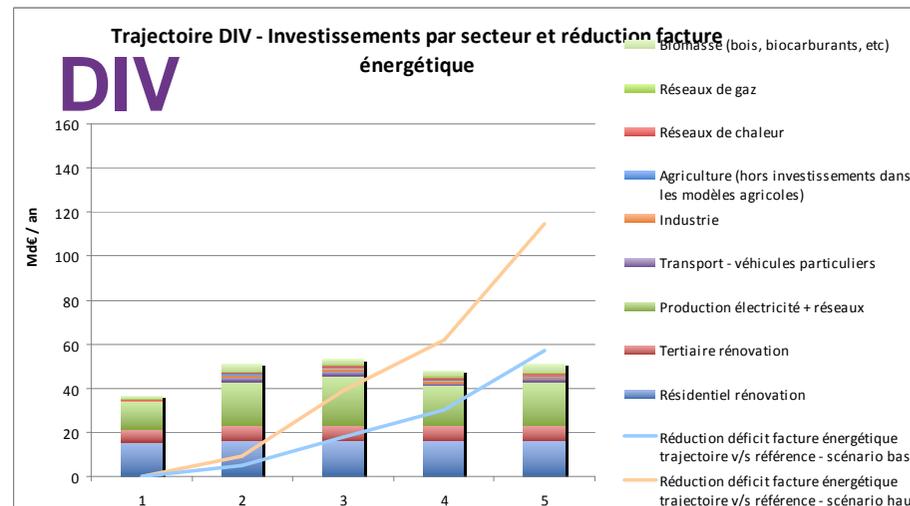
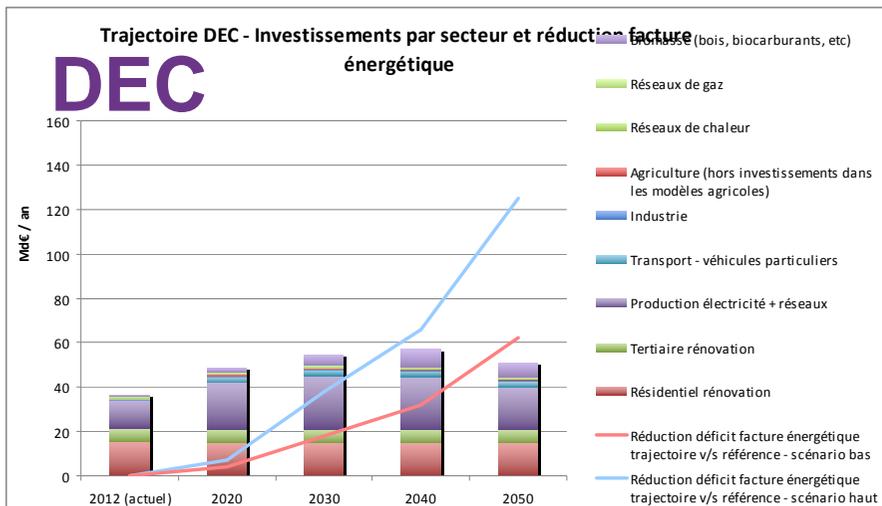
...dont **37 Mds €** d'investissements énergétiques en 2012
et **20 Mds €** d'incitations de l'Etat



Scénarios pris en compte pour le chiffrage des trajectoires

Titre	Trajectoire illustrée	Scénario énergétique étudié
DEC	Electrification et décarbonation	Négatep
DIV	Demande stable et diversification	ANCRE div.
EFF	Efficacité énergétique et diversification	ADEME
SOB	Sobriété énergétique et sortie du nucléaire	Négawatt

Chiffrage des trajectoires



Attention : ces chiffres ne tiennent pas compte des coûts de fonctionnement ni des coûts d'infrastructures de transports et transports collectifs

Résultats et discussions

- Investissements spécifiques à la transition énergétique dans quatre trajectoires : de +11 à +40 Mds €/an (non actualisés)
- Gain sur facture énergétique extérieure : entre 115 et 159 Mds € en 2050 par rapport à 171 Mds € (en scénario fil de l'eau) en faveur des scénarios de plus forte maîtrise de la demande
- La hiérarchie des scénarios pour les gains cumulés en 2030 est plus variable selon les prix des énergies et la durée de vie des centrales
- Tous les scénarios remboursent leurs investissements annuels avec les gains annuels de facture énergétique en 2030 (sauf SOB/40 ans nucléaire, mais proche)

Autres bénéfices attendus

- La sensibilité de la facture énergétique des scénarios au prix des énergies croît de SOB (le plus constant) à DIV (le plus volatil).
- Etudes Cired et ADEME/OFCE du scénario Negawatt (SOB) : respectivement 630 000 emplois en 2030 et 745 000 en 2050

Signal-prix et TE : 2 approches

- **Approche n°1**: le signal-prix est un levier qu'il faut actionner. Des prix unitaires plus élevés, couplés à des mesures d'accompagnement pour aider les acteurs à investir, influeraient positivement sur les comportements des consommateurs
- **Approche n°2** : le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises sont très sensibles aux prix des énergies. L'efficacité économique devrait être au cœur de la transition énergétique



Convergence possible par une réforme globale à l'instar du modèle suédois en compensant les Impacts négatifs sur compétitivité et pouvoir d'achat

Répartition de la charge

- La prise en charge des coûts de la transition énergétique doit être analysée au regard de la typologie des coûts concernés : coûts des investissements, surcoûts de la performance énergétique, coûts de la vulnérabilité
- Un juste équilibre doit être trouvé pour limiter la charge sur les différents acteurs, et en particulier sur les consommateurs d'énergie les plus vulnérables et les énergie intensifs.

La question du nucléaire

- Dissensus sur la durée de fonctionnement du parc nucléaire
- L'éventail des coûts : de 33 à 70 €/MWh pour le nucléaire historique de 60-75 à 100-120 €/MWh pour l'EPR selon les estimations
- Grande variabilité des évaluations des coûts d'un accident nucléaire et des coûts de démantèlement
- Les deux approches exprimées sont :
 - le frein au développement des ENR par absence de marché si l'on ne réduit pas le part nucléaire
 - la réduction du coût de l'énergie en prolongeant l'ensemble du parc
- Par ailleurs, il faut prendre en compte les enjeux de la politique industrielle

Seconde partie

Leviers de financement

Quelques grands principes introductifs

- Lisibilité et stabilité des règles et des orientations
- Simplicité et universalité ; Pertinence du signal prix
- Principe de responsabilité financière au niveau du décideur
- Maîtrise de la charge budgétaire
- Principe de rationalité économique; Principe de réalité
- Principe d'une évolution de la fiscalité en faveur de la transition énergétique
- Principe de renforcement de la fiscalité énergétique locale
- Recherche du meilleur niveau pour agir
- Principe de pollueur-payeur; Réduction des coûts externes
- Intégrer la transition énergétique à une politique industrielle
- Principe de l'équité territoriale

Freins et limites des actions actuelles de financement

- Rareté des ressources de refinancement long terme (impact de Bâle III mais aussi des critères de gestion des acteurs financiers)
- Absence de systèmes de garantie suffisamment développés
- Rémunération insuffisante de nombreux investissements
- Instabilité réglementaire et manque de visibilité

11 propositions

- 1. Inscrire les décisions qui sortiront du débat dans une loi de programmation donnant un cadre financier pour les 10 ans à venir**
- 2. Optimiser les investissements de la transition énergétique en pilotant enfin un véritable plan stratégique national, en priorisant les actions les plus efficaces d'un point de vue économique, environnemental et social**
- 3. Réorienter une partie des investissements et de l'épargne vers le financement de la transition énergétique**
 - 3.1 Mobilisation d'une plus grande part de la collecte de l'épargne réglementée (LDD et livret A) au profit du financement d'investissements de la transition énergétique
 - 3.2 Evaluer puis afficher la contribution des produits financiers et des institutions au financement de la transition énergétique
 - 3.3 Faire de la Banque publique d'investissement (BPI) un outil central du financement de la transition énergétique pour nos entreprises, via une doctrine d'intervention renforcée et des financements supplémentaires dédiés
 - 3.4 Favoriser le développement des circuits courts de financement sur les territoires

11 propositions (suite)

4. Rénovation énergétique : pour un financement enfin à la hauteur des enjeux

4.1 Améliorer les dispositifs existants

4.2 Disposer rapidement d'un financement dédié à la rénovation énergétique , un « KfW à la française »

4.3 Accélérer le rythme des travaux contre la précarité énergétique

4.4 Considérer les prêts pour travaux d'amélioration énergétique comme des prêts immobiliers

4.5 Etudier la possibilité de création d'une Société de Financement de la Transition

5. Débat sur la CSPE

5.1 Maîtriser l'évolution de la CSPE

5.2 Débat sur l'opportunité, la faisabilité et les modalités d'une optimisation des usages de la CSPE, de sa généralisation à tous les vecteurs énergétiques, et de l'extension des missions de service public qu'elle finance

11 propositions (suite)

6. Instaurer une fiscalité écologique au service de la transition énergétique (sur base d'iso fiscalité et de compatibilité au niveau européen)

7. Prix de l'énergie : vers plus de progressivité et de solidarité pour préserver les ménages et la compétitivité des entreprises

7.1 Etudier l'opportunité de supprimer l'abonnement dans la facture de gaz et d'électricité

7.2 Mise en place d'un bouclier énergétique global

7.3 Etudier des mesures spécifiques sur les énergie-intensifs

8. Financer le nouveau modèle de transport et de mobilité

8.1 Assurer le financement des infrastructures au service de la transition énergétique, notamment en faisant évoluer la taxe kilométrique poids lourds

8.2 Faire évoluer la fiscalité et les charges sur les carburants en lien avec le Comité sur la fiscalité écologique

11 propositions (suite)

9. Pour une réponse européenne

- 9.1 La transition énergétique doit être une priorité politique européenne
- 9.2 Mobiliser plus fortement les dispositifs européens existants
- 9.3 La France doit pousser à des objectifs européens renforcés à 2030 afin de dynamiser le marché des quotas CO2
- 9.4 Pour une communauté européenne de la transition énergétique

10. Considérer la réduction des besoins comme une clef essentielle de la réussite économique de la transition énergétique

11 Propositions (suite)

11. Autres propositions non consensuelles

11.1 Maintenir les actifs existants pour dégager des sources de financement de la transition énergétique ?

11.2 Utiliser l'exploitation des gaz de schiste comme un moyen de financer la transition énergétique

11.3 Etudier l'opportunité de création d'un fonds public indépendant, géré par la Caisse des Dépôts et Consignations, dédié au démantèlement du nucléaire, et son affectation au financement de la transition énergétique

11.4 Préconisations pour le financement de la transition énergétique sur les territoires

Conclusion

- Un travail à poursuivre
- Des impacts à approfondir
- De nombreux consensus, mais aussi des divergences profondes et vivaces

- Une impulsion indispensable pour :
 - **transformer les contraintes en opportunité**
 - **pousser à une plus grande coordination des politiques à l'échelle européenne**
 - **faire adhérer toutes les composantes de la société**
 - **réconcilier économie et écologie**

Les principales mesures consensuelles

S'inscrire dans le long terme avec visibilité et adaptation régulière

Mobiliser l'épargne pour la transition énergétique

Financer la rénovation thermique à la hauteur de l'enjeu

Mettre en place un bouclier énergétique

Poursuivre la réflexion sur les transports et la fiscalité

Accélérer une approche Européenne coordonnée